

# Die pro-westliche Opposition denunziert im voraus den Bericht der arabischen Liga

---

PRESSESCHAU SYRIEN #32  
21. und 22. Januar 2012

*Der (pro-westliche) syrische National Rat [SNR] treibt weiterhin sein Lobbyspiel, damit die arabische Liga die syrische Akte dem UNO Sicherheitsrat übergibt. Jedoch ist der Beobachter Bericht der Liga im Stande, die atlantische Version der Vorfälle zu widerlegen und die Version der Assad Regierung zu bestätigen. Das ist der Grund warum der SNR gemeldet hat, er bereite einen Gegenbericht vor, mit welchem die Liga das offizielle Dokument ersetzen könnte, um den Sicherheitsrat zu beauftragen, zu Gunsten einer internationalen militärischen Intervention vorzugehen.*

*Der Figaro hat der französischen Presse das Zeichen einer kompletten Wende gegeben. Sie beschuldigt nicht mehr die Assad Regierung dem Journalisten eine Falle gestellt zu haben um ihn zu ermorden, aber behauptet, dass er das Opfer eines „Übergriffs der Rebellen“ wurde. Diese Auslegung ist nicht mehr begründet als die Vorige und zeigt nur die komplette Wende der Sarkozy Regierung. Sehr besorgt die Enthüllungen der Zugehörigkeit zum Militärgeheimdienst von H. Jacquier und dem Mitspiel von Frankreich in Sachen Entführung der iranischen Ingenieure, hat Paris beschlossen, die Akte wegzulegen und diese Angelegenheiten zu ersticken.*

- Die syrische Armee hat die Stadt Zabadani während der Nacht zurückerobert. Laut der *Deutsche Press Agentur*, die die Sache genau verfolgt, wäre sie durch die libanesischen Hisbollahkämpfer unterstützt worden. Überhaupt nicht, behauptet *As Safir*, die Armee hätte eine neue Methode ausprobiert: sie hat den Ort tagsüber verlassen, um dort die Rebellen zu umzingeln. Sie hat die Nacht abgewartet, damit die Bevölkerung in Sicherheit ist, bevor sie einen Angriff begann und die Kontrolle des Ortes übernahm. Diese Methode ist wirksam, da die Banden über keine Unterstützung in der Bevölkerung verfügen. Eigenartigerweise bemerkt man auf den Fotos der in Zabadani protzenden Rebellen, dass sie mit deutschen Sturmgewehren ausgerüstet sind.
- Der *Los Angeles Times* verträgt nicht die Unterstützung Syriens durch Russland. Sein Reporter in Moskau legt diese Politik als reinen anti-westlichen Reflex von Vladimir Putin aus.
- Während mehrere Kamikazeattentate Damaskus in Trauer versetzt hatten, wünschte die US-Botschaft, für ihren Schutz, dass die Gemeinde die verkehrsreiche Strasse vor ihrer Botschaft absperre. Die syrische Obrigkeit jedoch, die der Überzeugung ist, dass die Attentate der Al-Qaida von den westlichen Mächten injiziert sind, haben abgeschlagen, da sie dachten, die USA wären die Einzigen, die da nichts zu fürchten

hätten. Der *Washington Post* betrauert, dass das US-Personal in Gefahr stehe und dass man daher die diplomatische Vertretung sperren sollte.

- Kamal al-Labwani, ein Gegner, der im November [von Syrien] eine Amnestie erhielt, hat sich an einer Anti-Assad Demonstration in Amman beteiligt. Er gab der *Associated Press* und *Moustaqbal* ein Interview. Er ruft die religiösen Minderheiten auf, eine sunnitische Revolution nicht zu fürchten und verspricht, dass das nächste Regime weltlich sei und ihre Forderungen anerkennen würde.

- *Al-Watan* (Qatar) enthüllt, dass Emir Hamad die Organisation der Islamischen Konferenz [OCI] kontaktiert hat, damit ihr Generalsekretär, der Türke Ekmeleddin Ihsanoglu die arabische Liga einlade, die syrische Akte dem Sicherheitsrat der UNO zu übergeben, falls die Repression anhalten sollte. Die OCI,- sowie der GCC [Kooperationsrat des Golfes] - hatten schon seinerzeit den Krieg gegen Libyen unterstützt.

Le Monde (France)

# Dans les coulisses de la mission d'observation de la Ligue arabe en Syrie

L'Algérien Anouar Malek, qui a jeté l'éponge, raconte les manipulations du régime Assad

**A**lors que la Ligue arabe s'apprête à étudier ce week-end la suite à donner à sa mission d'observation en Syrie, le journaliste algérien Anouar Malek, qui en a démissionné début janvier, plaide pour son arrêt immédiat et la saisie du Conseil de sécurité des Nations unies. « Mohammed Al-Dabi ne dira pas la vérité », dit-il en référence au général soudanais qui dirige la mission et dont le rapport est depuis jeudi 19 janvier entre les mains des ministres des affaires étrangères arabes. *J'ai le sentiment qu'il soutient le régime de Bachar Al-Assad*, ajoute-t-il par téléphone, depuis Toulouse.

C'est au début du mois de décembre 2011 que M. Malek a été sollicité pour participer à la mission arabe. Ancien officier de l'armée algérienne reconverti dans le journalisme et la défense des droits de l'homme, réfugié en France après quelques écrits qui ont déplu au régime du président Abdelaziz Bouteflika, ce quadragénaire accepte la proposition qui émane du Comité arabe des droits de l'homme, basé à Paris.

Deux semaines plus tard, après un détour par Le Caire et un rapide briefing par Nabil Al-Arabi, le secrétaire général de la Ligue arabe – « Vous êtes une délégation indépendante, leur dit-il, ni avec les opposants, ni avec le régime » –, Anouar Malek est à pied d'œuvre dans les rues de Homs, l'un des bastions du soulèvement contre le régime du président Bachar Al-Assad. A l'exception de deux nuits à Damas, il y passera onze jours d'affilée, avant de jeter l'éponge le 6 janvier et de quitter la Syrie trois jours plus tard.

Son groupe comprend dix observateurs. Il est le seul avec un Djiboutien à ne pas avoir été envoyé par un Etat membre de la Ligue arabe. Les huit autres observateurs sont soit des militaires, soit des fonctionnaires, tenus dans les deux cas à un devoir de réserve. Leur premier rendez-vous, mardi 27 décembre, est avec Ghassan Abdel Al, le gouverneur de Homs, qu'ils reverront chaque jour, pour décider de leur programme. Son discours décline tous les poncifs de la propagande syrienne : « Guerre contre le terrorisme », « islamistes » et « Al-Qaïda ».

Aussitôt après, les observateurs se rendent dans le quartier de Bab Amr, aux mains de l'Armée syrienne libre (ASL), la branche militaire

de la rébellion. Leur escorte policière s'arrête aux portes de ce labyrinthe de ruelles, parsemées de barricades tenues par des hommes armés de kalachnikovs. « Il y avait une ambiance de cimetière, se rappelle M. Malek. Le quartier était détruit. Un homme venait d'être tué par un tireur embusqué. »

## Etroite surveillance

Les journées suivantes se ressemblent. Les observateurs peuvent accéder aux zones insurgées, mais leur travail est sous étroite surveillance. Avant chaque déplacement, ils doivent attendre le feu vert des autorités, qui met souvent une heure à venir. « Les officiels espéraient recueillir des informations de nos passages dans ces quartiers chauds, dit M. Malek. Nos téléphones étaient écoutés. Certains de mes collègues ont trouvé des micros dans leur chambre d'hôtel. J'ai reçu par mail une photo de moi, en train de prendre une douche, preuve que nous étions aussi filmés. »

La logistique est à la traîne. Les dix observateurs, qui ne disposent que d'une seule caméra, recourent à leur smartphone personnel. Les bureaux en centre-ville qui leur avait été promis ne verront jamais le jour. Ils n'ont ni bloc-notes, ni fax, ni téléphone. En revanche, des femmes à l'attitude équivoque circulent dans les couloirs de leur hôtel. « Des putes envoyées par le régime pour faire des photos et nous faire chanter, après », dit Anouar Malek.

En fin de journée, chacun d'entre eux compile les témoignages qu'il a reçus et les impressions qu'il a ressenties, en s'efforçant de les accompagner du maximum d'informations factuelles : identité des victimes, circonstances de leur mort, types de blessure, etc.

« On envoyait nos observations au chef de mission et chacun d'entre eux, à 18 heures, envoyait un mail récapitulatif à Mohammed Al-Dabi, resté à Damas. Après quelques jours, je me suis aperçu que mon chef de mission faisait l'impasse sur beaucoup d'éléments, notamment les noms des martyrs. »

Le 9 janvier, sur la route de Damas, Anouar Malek échappe de peu à un tir, qui touche le capot de sa voiture. Quelques heures plus tard, il est à Doha, sur le plateau d'Al-Jazira, où il dénonce une mission en forme de « farce ». ■

BENJAMIN BARTHE

## Syrie

# Les Etats-Unis envisagent de fermer leur ambassade à Damas

WASHINGTON. Les Etats-Unis envisagent de fermer leur ambassade à Damas en raison de la détérioration de la situation en Syrie, où la répression des manifestations antigouvernementales se poursuit, a indiqué vendredi 20 janvier le département d'Etat américain dans un communiqué, assurant avoir prévenu « le gouvernement syrien que, faute de mesures concrètes, nous n'aurions d'autre choix que de fermer la mission ». Une fermeture qui pourrait exacerber les tensions entre Washington et Damas, alors que les Etats-Unis tentent de faire adopter des sanctions contre la Syrie pour contraindre Bachar Al-Assad à mettre un terme à la répression. – (AFP) ■

## L'opposition syrienne mise en cause dans la mort du reporter Gilles Jacquier



PARIS. Le quotidien *le Figaro* a affirmé, vendredi 20 janvier, que la mort du journaliste français, Gilles Jacquier (photo), survenue le 11 janvier en Syrie, serait due à une bavure de l'armée syrienne libre (ASL). C'est « une grosse bourde de la part des opposants », a déclaré un responsable de l'opposition syrienne en France non identifié, cité par le quotidien. *Le Figaro* cite aussi, toujours sous couvert de l'anonymat, un responsable de la Ligue arabe affirmant : « Nous savons désormais qu'il y a eu une bavure commise par l'Armée syrienne libre. » La représentation de l'ASL à Paris a « formellement démenti » cette thèse et réitéré ses accusations contre le régime du président Bachar Al-Assad. – (AFP) PHOTO: REUTERS

Le Monde (France)

## C'est tout vu ! | CHRONIQUE TÉLÉ

PAR ISABELLE TALÈS



# Envoyé très spécial

Déjà plus d'une semaine que Gilles Jacquier, grand reporter à France 2, a été tué en Syrie. Et l'émotion, si forte qu'elle fut, a laissé la place à d'autres drames, à d'autres compassions. Ainsi va l'actualité. Personne n'a le pouvoir de l'arrêter, personne n'essaie... sauf, justement, de rares émissions comme celle pour laquelle Jacquier travaillait. Jeudi 19 janvier, on a senti dès le générique d'« Envoyé spécial » qu'il s'y passerait quelque chose de vraiment spécial : toute une équipe qui ne se montre jamais, d'ordinaire, sur le plateau, est là, au fond du décor, pour écouter Guilaine Chenu et Françoise Joly annoncer une enquête sur les circonstances de la mort de leur confrère et ami à Homs, le mercredi 11 janvier.

Cette volonté de comprendre permet au téléspectateur de connaître les préparatifs d'un reportage dans un pays verrouillé : l'attente du visa, les discussions avec les responsables du magazine. L'impression est un peu bizarre, quand même, lorsqu'on se retrouve dans la boîte à lettres électronique du journaliste, à lire sa correspondance avec la mère Agnès, une religieuse qui facilitera finalement son voyage.

Une fois que Gilles Jacquier, sa compagne photographe Caroline Poiron et le journaliste reporter d'images Christophe Kenck arrivent à Damas, on voit à la fois des scènes sans doute destinées au reportage qui restera inachevé et leur making of : contrôles policiers, négociations avec les chauffeurs, dialogues avec des Syriens dont on ne sait si c'est une authentique conviction, la propagande ou la peur qui leur fait voir en Bachar Al-Assad « le meilleur président du monde ». Et cette mère Agnès qui devient un peu plus

ambiguë à chaque apparition. Le tout donne la sensation que les journalistes circulent en Syrie comme dans un labyrinthe : tous les chemins mènent à un mur.

L'équipe de France 2, qui ne voulait pas partir pour Homs, y est finalement obligée, devant la menace d'une expulsion. Pour reconstituer les minutes qui précèdent la mort de Gilles Jacquier, « Envoyé spécial » a récupéré toutes les images : celles de Christophe Kenck, bien sûr, mais aussi le film de reporters suisses, les clichés d'un photographe, une vidéo réalisée avec un portable. De temps à autre, les images défilent au ralenti ou se figent,

---

**Le tout donne  
la sensation que les  
journalistes circulent  
en Syrie comme  
dans un labyrinthe :  
tous les chemins  
mènent à un mur**

---

comme si cela permettait d'aller regarder derrière, sur les côtés, de vérifier que personne ne se cache dans quelque angle mort. Pourquoi l'« escorte » syrienne ne réagit-elle pas quand les tirs commencent ? Les journalistes ont-ils été pris pour cible ? Et par qui ? France 2 a versé ses propres éléments dans une enquête judiciaire qui ne fait que commencer.

Quand l'émission s'achève, l'équipe d'« Envoyé spécial » au complet, debout, forme une haie d'honneur impressionnante. Guilaine Chenu tient par l'épaule Christophe Kenck. On l'a vu costaud, solide, porter la caméra là-bas, témoigner ici. Au générique de fin, il est au bord des larmes. ■

# Jacquier aurait été victime d'une bavure des insurgés

## Des révélations en provenance de Syrie ont été transmises à la Ligue arabe.

GEORGES MALBRUNOT

**SYRIE** Quelques heures après l'attaque qui a provoqué la mort de Gilles Jacquier à Homs, mercredi 11 janvier, un dirigeant d'une organisation des droits de l'homme de cette ville a confié à un responsable de l'opposition syrienne en France qu'il s'agissait « d'une grosse erreur » commise par les adversaires de Bachar el-Assad. « Au téléphone, mon interlocuteur, que je connais depuis de longues années, m'a dit en arabe que c'était une "djabouchaneh", c'est-à-dire

un pouvoir syrien s'accusèrent mutuellement d'être responsables de la mort de Gilles Jacquier.

Ce responsable de l'opposition se confia le lendemain de l'attaque. Mais il fallait disposer d'autres éléments avant que *Le Figaro* n'en fasse état. Le même jour, jeudi 12 janvier, notre source transmittait le contenu de sa conversation avec son correspondant de Homs à Nabil al-Arabi, le secrétaire général de la Ligue arabe. Dans le cadre d'un plan de sortie de crise, l'organisation panarabe disposait d'observateurs à Homs, le jour de la mort du grand reporter de France 2. « Nous les avons sollicités afin que toute la vérité soit faite sur cette affaire », confiait ce mercredi un diplomate du Quai d'Orsay.

### « Nous savons que les tirs sont venus de Bab Sbah »

re une grosse bourde de la part des opposants », nous a déclaré ce haut dirigeant de l'opposition. Pour ce dernier, son interlocuteur savait qui était derrière l'obus de mortier qui a tué sur le coup le journaliste de France 2, en visite ce jour-là à Homs, l'épicentre de la révolution contre le pouvoir d'Assad. « Peu après l'attaque, on a su assez rapidement, dans certains milieux de Homs, qu'avait tiré », ajouta la source. Immédiatement après, opposants et

### Les rebelles « poussés à la faute »

Sur le terrain, les recherches des observateurs arabes semblent avoir progressé assez rapidement. Hier, un responsable de la Ligue arabe déclarait au *Figaro* que « nous savons désormais qu'il y a eu une bavure commise par l'Armée syrienne libre (qui a coté la vie à Gilles Jacquier, NDLR). L'ASL a été poussée à la faute par les miliciens pro-Assad, qui défilent ses hommes depuis plusieurs jours. Les déserteurs ont voulu leur donner une leçon et leur faire peur.

**LES OBSEQUES** de Gilles Jacquier, 43 ans, ont eu lieu hier après-midi à Bernex, village de Haute-Savoie d'où est originaire le grand reporter de France 2, tué le 11 janvier à Homs en Syrie. Tous les salariés de France Télévisions ont observé une minute de silence sur leur lieu de travail. Guébaïne Chenu et Françoise Joly, les

deux présentatrices d'« Envoyé spécial », émission pour laquelle Gilles Jacquier travaillait, ont salué un homme « en quête de vérité », dans l'église de Bernex. « Nous sommes infiniment tristes et révoltés car tu as été touché en faisant ton métier et ton dévouement », déclare pendant la cérémonie Remy Pflinlin, président de France Télévisions, rendant

### Obsèques en Savoie du journaliste de France 2

hommage au « talent » du reporter, qui avait reçu en 2003 le prix Albert Londres. En marge de la cérémonie de vote aux ambassadeurs, Nicolas Sarkozy a affirmé que la « France ne se taira pas devant le scandale syrien » et ne peut accepter « la répression féroce » de la contestation par le régime de Bachar el-Assad.



Une des explosions qui ont eu lieu à Homs, le 11 janvier, au moment de la mort de Gilles Jacquier. JOSEPHED/AFP

« Nous savons que les tirs sont venus de Bab Sbah », un bastion de l'opposition, qui fait face à celui de Nourzha, peuplé d'alaouites pro-Bachar, ou a été tué Jacquier.

Pour des raisons de sécurité, le responsable de l'organisation des droits de l'homme à Homs et son correspondant de l'opposition en France ont demandé à garder l'anonymat. Mais ce dernier est prêt à témoigner devant une commission d'enquête. « J'attends qu'un juge indépendant soit nommé, dit-il. Même si elle est en notre défaveur, la vé-

rité doit éclater. » Il confie avoir reçu, ces derniers jours, d'autres appels téléphoniques de Homs, confirmant la thèse de la bavure par l'Armée syrienne libre. Ces révélations contredisent l'hypothèse d'une manipulation par le pouvoir syrien, alimentée par les témoignages de plusieurs journalistes présents aux côtés de Gilles Jacquier au moment de l'attaque. Ceux-ci faisaient état « d'éléments troublants », comme

le brusque départ des militaires en charge de leur surveillance, au moment du premier tir d'obus. Pour eux, le régime aurait voulu discréditer ses opposants en montrant au monde que les journalistes étaient visés par des « gangs armés ».

**zoom**

### La Croatie vote pour entrer dans l'Union européenne

Les électeurs croates sont appelés dimanche à valider par référendum l'adhésion de leur pays à l'Union européenne. Malgré les nombreuses crises qui ont ébranlé l'UE ces six dernières années durant lesquelles la petite république balkanique issue de l'ex-

Libération (France)



### **SYRIE AU NOM DES «PRISONNIERS DE LA RÉVOLUTION»**

Des milliers de Syriens se sont rassemblés vendredi à Idlib (*photo*), dans le nord du pays, au nom de tous les «prisonniers de la révolution» actuellement détenus dans les geôles du régime. Ils réclamaient que le gouvernement de Bachar al-Assad honore les demandes de la Ligue arabe, afin de mettre un terme à dix mois de répression sanglante au cours desquels 5400 personnes ont perdu la vie. PHOTO AFR. YOUTUBE

Frankfurter Allgemeine Zeitung (Allemagne / Germany)

## Beratungen über Syrien in Kairo

Her./nbu. BAGDAD/BRÜSSEL, 20. Januar. Am Sonntag wollen die Außenminister der Arabischen Liga in Kairo über die Fortsetzung der Beobachtermission in Syrien entscheiden. Aus dem Umfeld der Liga hieß es, Syrien sei zu einer Verlängerung des Mandats bereit, das am vergangenen Donnerstag auslaufen ist, aber nicht zu einer Ausweitung des Mandats. Die Beobachtermission könne damit um einen weiteren Monat verlängert werden, denn die Staatengemeinschaft sei noch nicht zu einer „Eskalation“ in Syrien und damit zu einer Intervention bereit. Der Leiter der Beobachtermission, der sudanesischer Geheimdienstgeneral Muhammad al Dabbi, schreibe noch an seinem Bericht, den er am Sonntag den Außenministern vorlegen soll, hieß es am Freitag. Nicht auf der Tagesordnung am Sonntag soll der qatarische Vorschlag einer arabischen Eingreiftruppe für Syrien stehen, den bislang kein anderes arabisches Land unterstützt hat. Dieser könne aber dennoch diskutiert werden, sagte Adnan Chudair, der in der Liga dem Stab für Syrien vorsteht.

Die syrische Aktivistengruppe Avaaz gab bekannt, seit dem Beginn der Beobachtermission seien 746 Syrer getötet worden. Auch am Freitag wurden nach Angaben von Aktivisten mehr als 26 Menschen getötet. Aktivisten meldeten unter Berufung auf einen Offizier der libanesischen Armee, es gebe Pläne, die grenznahe syrische Ortschaft Zabadani zu überrennen, wo es diese Woche eine Art „Waffenruhe“ zwischen Armee und bewaffneten Oppositionellen gegeben hatte. Der Vorsitzende des oppositionellen Syrischen Nationalrats, Burhan Ghalioun, traf am Freitag in Kairo ein. Dort will er den Generalsekretär der Arabischen Liga, Nabil al Arabi, und die arabischen Außenminister davon überzeugen, dass die Arabische Liga auf eine härtere Gangart des UN-Sicherheitsrats gegenüber dem syrischen Regime dringen muss.

Unterdessen teilte der syrische Ölminister Sufyan Alaw mit, dass die Ölproduktion als Folge des westlichen Embargos um 150 000 Barrel am Tag zurückgegangen sei. Damit habe Syrien seit September Einnahmen von mehr als 2 Milliarden Dollar eingebüßt.

Die EU bereite in Brüssel am Freitag ihren mittlerweile elften Sanktionsbeschluss gegen Syrien vor, der am Montag formal von den Außenministern der Mitgliedstaaten gefasst werden soll. Es ist vorgesehen, Einreise- und Vermögenssperren gegen elf weitere Funktionäre und acht Unternehmen des Landes zu erlassen. Die EU hatte in den vergangenen Monaten schon Sanktionen gegen 86 Personen verhängt, die für die Unterdrückung der Bevölkerung verantwortlich sein sollen, unter ihnen Präsident Assad. Außerdem wurden Zwangsmaßnahmen gegen 30 Unternehmen erlassen, die das Regime unterstützen, sowie ein Waffen- und ein Öl-embargo verhängt.

Tageszeitung (Allemagne / Germany)

## Hisbollah in Syrien gesichtet

**SYRIEN** Libanesische Miliz soll Assad zu Hilfe kommen. Regimegegner fordern Abzug der Beobachter

DAMASKUS/ISTANBUL *dpa/dapd* | Der Bürgerkrieg in Syrien weitet sich aus. Aktivisten berichteten, in der Nähe des Grenzübergangs Masnaa seien am Freitag dutzende von Fahrzeugen mit Kämpfern der libanesischen Schiitenbewegung Hisbollah gesichtet worden. Sie seien

über eine normalerweise nur vom Militär genutzte Straße vom Libanon nach Syrien gefahren, hätten Kampfesparolen gerufen und geschworen, der alawitischen Minderheit zu helfen, der Syriens Präsident Baschar al-Assad angehört.

Nach dem Freitagsgebet gingen unterdessen tausende Regimegegner auf die Straße, um den Abzug der Beobachtermission zu fordern. „Arabische Liga, an deinen Händen klebt jetzt das Blut von Syrern“, war in einem Vorort von Damaskus auf einem der Transparente zu lesen. Die syrische Opposition rief die Demonstranten auch zur Unterstützung von tausenden Gefangenen auf, die sich trotz einer Generalamnestie noch in Haft befänden. Präsident Assad hatte am Sonntag Häftlinge begnadigt, die seit dem Beginn der Protestbewegung „Verbrechen“ begangen hätten. Nach Angaben aus Kreisen der Organisation wird die Arabische Liga an diesem Wochenende vermutlich die Verlängerung der Beobachtermission beschließen.

ANZEIGE

DEUTSCHER  
FUNDRAISING  
KONGRESS 2012

18.-20. April 2012 in Berlin

**JETZT ANMELDEN!**  
Bis zum 9. April 2012

[www.fundraising-kongress.de](http://www.fundraising-kongress.de)



Neue Zürcher Zeitung (Suisse / Switzerland)

## Syrien: Erstmals explodiert ein selbstgebauter Sprengsatz

Bei einem Anschlag mit selbstgebauten Sprengsätzen auf einen Gefangenentransport in Syrien sind am Samstag mindestens 14 Personen getötet worden. Laut staatlichen Medien explodierten auf der Strasse südlich von Idlib nacheinander vier Sprengsätze. Zudem seien bei dem Angriff 26 Personen, unter ihnen sechs Polizisten, verletzt worden. Das in London ansässige Syrische Observatorium für Menschenrechte bestätigte den Anschlag.

Der Gefangenentransport sei von mehreren am Strassenrand versteckten Sprengsätzen getroffen worden, sagte der Direktor der Organisation. Die Region um Idlib nahe der türkischen Grenze ist eine Hochburg der Regimegegner. Seit Tagen finden in der Gegend heftige Kämpfe zwischen loyalen Truppen und Deserteuren statt. Laut Augenzeugen gibt es dort mehrere Militärbasen. Sie sei voller versteckter Sprengsätze, sagte ein Aktivist der Nachrichtenagentur AP. Möglicherweise sollten Soldaten von den Sprengsätzen, sogenannten IED (improvised explosive device), getroffen werden.

Das deutet darauf hin, dass einige Regimegegner auf Bombenterror setzen, um das Regime in die Knie zu zwingen. Das würde eine Irakisierung des Konflikts bedeuten. Im Irak setzen Extremisten seit Jahren die heimtückische Waffe ein. Im Gegensatz zu Autobomben, die bei einem der Anschläge in Damaskus vor Wochen eingesetzt worden sein sollen, lassen sich die kleineren Sprengsätze leicht bauen und verstecken. Angesichts der Gewalt in Syrien hat die US-Regierung mit der Schliessung ihrer Botschaft gedroht, falls das Land keine Schritte zur Verbesserung der Lage unternehme. Seit Ausbruch der syrischen Revolte sind laut Uno mindestens 5400 Personen getötet worden. *Inga Rogg, Bagdad*

La Tribune de Genève (Suisse / Switzerland)

# La stratégie de Bachar el-Assad face à la Ligue arabe

**Damas joue la montre tandis que Le Caire attend un rapport « décisif » des observateurs**

Alors que les détails du rapport des observateurs de la Ligue arabe en Syrie sont attendus dimanche, des experts estiment que Bachar el-Assad tente de gagner du temps pour étouffer la révolte et reprendre le contrôle du pays.

En effet, le Qatar, partisan d'une intervention militaire de troupes arabes en Syrie pour faire cesser la répression, cédera au début du mois d'avril la direction du comité ministériel de la Ligue arabe

**Bachar el-Assad**  
Président syrien



à l'Irak. Or l'Irak est du côté du régime syrien. Depuis la chute de Saddam Hussein, le pays est dirigé par des chiïtes proches de Téhéran, fidèle au dictateur syrien. « Bagdad, qui fait preuve d'une grande prudence depuis le début de la crise en Syrie, adoptera des positions qui seront sans doute plus modérées à l'égard du régime de Bachar el-Assad par rapport à celles de Doha », analysait hier Fabrice Balanche, directeur du groupe de

recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient sur le site de chaîne France 24.

Pour l'heure, la présence de 165 observateurs de la Ligue arabe en Syrie depuis le 26 décembre dernier ne suffit pas à faire cesser la répression. Le constat est clair, Damas ne respecte pas le plan arabe de sortie de crise que Bachar el-Assad a signé en novembre. Face à cet échec, la Ligue arabe se retrouve dans l'impasse. Et, selon les spécialistes, nul doute que l'organisation va chercher à « refler » ce délicat dossier au Conseil de sécurité de l'ONU, pourtant incapable de trouver un accord sur une résolution en raison de ses divisions. En s'oppo-

sant systématiquement aux pays occidentaux, Moscou - traditionnel allié de Damas, ne fait qu'apporter de l'eau au moulin de la stratégie de Bachar el-Assad. Par ailleurs, « les élections présidentielles aux Etats-Unis, en Russie et en France vont très certainement bloquer toute intervention militaire en Syrie et ailleurs », selon Fabrice Balanche.

Dimanche, les ministres arabes des Affaires étrangères examineront le nouveau rapport et décideront s'ils jouent ou non les prolongations. Quoi qu'il en soit, si l'économie syrienne vacille, le régime, lui, tient bon.

**Yannick Van der Schueren**

Publico (Portugal)

## “Dossier sírio” deve passar para a ONU

● Uma delegação do Conselho Nacional Sírio, um dos principais grupos de oposição ao regime de Bashar al-Assad, está no Cairo para pedir à Liga Árabe que transfira o “dossier Síria” para o Conselho de Segurança das Nações Unidas.

Em comunicado divulgado pela televisão Al-Arabiya, o Conselho, liderado por Burhan Ghaliun, especifica o que pretende da ONU: a criação de uma zona de exclusão aérea na Síria, o que obrigaria a uma intervenção militar (voos de reconhecimento) por parte do Ocidente.

Hoje, no Cairo, os líderes dos 22 países da Liga Árabe (a Síria foi suspensa da organização devido à violência do regime contra os manifestantes que, desde Março de 2010 exigem a saída de Assad) vão avaliar o relatório da missão de observadores que esteve no terreno e decidir quais os próximos passos para solucionar o conflito em curso. Em 11 meses já morreram no país mais de cinco mil pessoas.

O comunicado do Conselho diz ainda que a delegação no Cairo vai insistir para que o relatório da Liga Árabe inclua as palavras “genocídio” e “crimes de guerra” por parte do regime de Assad.

The Independent (Royaume-Uni / United Kingdom)

# Arab League observers urged to stay in Syria

By **ZEINA KARAM**  
and **SARAH EL DEEB** in Beirut

The Arab League is likely to extend the organisation's observer mission in Syria, despite complaints from the Syrian opposition that it has failed to curb bloodshed in the country, two League officials said yesterday.

The pan-Arab body is set to discuss the future of the one-month mission – whose mandate expired on Thursday – at a meeting in Cairo tomorrow.

Ahead of the gathering, two senior officials said discussions were leaning toward keeping the 150-member mission in place because the time is not right for “escalation” and the international community is not yet ready to intervene further. The officials, who were speaking on condition of anonymity, added that several League members opposed to the extension had changed their position in recent days.

Arab countries and the West have so far failed to reach any consensus on how to counter a crackdown by the

regime which, along with other violence, has left an estimated 5,400 people dead over the past 10 months.

Activists say the Arab observers have failed to curb the bloodshed. Many in the Syrian opposition have called for the dispatch of foreign troops to Syria to create safe zones for dissidents. Yesterday, thousands of regime opponents protested in Damascus, some of them calling for the withdrawal of the observers. “Arab League, your hands are now soiled with the blood of Syrians,” said one banner.

One of the largest demonstrations yesterday was in the mountain town of Zabadani, where about 12,000 people took to the streets to celebrate their success in repelling government troops.

President Bashar al-Assad's forces attacked Zabadani, 17 miles west of the capital, for six days, sparking fierce fighting that involved heavy bombardments and clashes with army defectors. On Wednesday, government tanks and armoured vehicles pulled back, leaving the opposition in control of the town. AP

Los Angeles Times (USA)

# Explaining the Kremlin's strong support for Syria

Observers say fear of internal foes and a political motive for confronting the West underlie tough stance.

SERGEI L. LOIKO  
REPORTING FROM MOSCOW

Russia's increasingly vigorous support of Syria's beleaguered government cannot solely be explained as an earnest desire to help its longtime partner and biggest importer of conventional weapons in the Middle East, experts in Moscow say.

Moscow's stance, they say, also reflects a politically inspired eagerness to confront the West as well as the Kremlin's fear of the fast-growing internal opposition movement since December's parliamentary vote, which was marred by accusations of fraud and ballot stuffing.

Prime Minister Vladimir Putin, who is seeking a return to the presidency in a March election, "is convinced that any popular protest in any part of the world, and especially in the Middle East and Russia, is inspired by the U.S. White House and sponsored by the State Department," Moscow political and defense analyst Alexander Golts said.

"The closer to the March election, the more evidence the Kremlin will produce to indicate the U.S. involvement and it is becoming a key point on the agenda in Putin's presidential campaign," said Golts, who is deputy editor of *Yezhednevny Zhurnal*, a liberal online publication.

In the last two weeks, a flotilla of Russian warships led by the aircraft carrier *Adm. Kuznetsov* called at the Syrian port of Tartus and a Russian-managed vessel allegedly unloaded tons of ammunition.

Russia and China blocked a U.S.-backed U.N. Security Council resolution



TOLGA BOZOGLU European Pressphoto Agency

**IN ISTANBUL, TURKEY**, protesters opposed to Russia arming Syria stand on images of President Dmitry Medvedev, left, and Premier Vladimir Putin.

on Syria in October, and this week Moscow proposed its own draft resolution in which "nothing can be interpreted to allow the use of force," as Russian Foreign Minister Sergei Lavrov put it this week.

The White House has grown increasingly wary of the Kremlin's tough defense of the Syrian government, which stands accused of killing thousands of protesters during largely peaceful street rallies.

Susan Rice, the American envoy to the United Nations, said Tuesday in Geneva that the U.S. has "very grave concerns about arms flows into Syria from any source," and she lashed out at Russia for opposing sanctions and an arms embargo on Syria that she said were overdue.

The Kremlin immediately responded by slamming U.S. and European sanctions on Damascus and saying that Russia has no need to apologize for its weapon deliveries.

"We don't consider it necessary to explain and justify ourselves in connection with a Russian vessel unloading at a Syrian port, as Russia doesn't violate any international agreements and U.N. Security Council resolutions," Lavrov said Wednesday. "Our country trades

with Syria in only what is not banned by international law."

Syria has had strong political and military ties to Russia for decades. In 1980, Soviet leader Leonid Brezhnev signed a friendship and assistance treaty with Syria's then-ruler Hafez Assad. Since then, 90% of Syria's weaponry has come from Moscow, including tanks, missiles, anti-aircraft artillery and firearms.

"Russia has articulated a firm position ... not to allow the repetition of the Libyan scenario in Syria, as the Kremlin will block any U.N. decision in that direction," Igor Korotchenko, editor in chief of the monthly magazine *National Defense*, said Friday. "Russia is ready to do anything short of direct military involvement in the conflict."

Last month, Putin accused the State Department of meddling in Russian affairs and inciting riots in Moscow.

"They will be locking the United States in a fight over Syria and the antiballistic defense in Europe only to prevent it from alleged involvement in Russian domestic affairs on the eve of the presidential vote," Golts said.

[sergei.loiko@latimes.com](mailto:sergei.loiko@latimes.com)

The Washington Post (USA)

# Amid unrest, U.S. may opt to close embassy in Damascus

Prepares to evacuate unless Assad regime offers more security

BY KAREN DEYOUNG AND LIZ SLY

The Obama administration is preparing to evacuate American personnel and close the U.S. Embassy in Damascus, Syria, by the end of this month unless the embattled government of Syrian President Bashar al-Assad provides additional security for the facility, senior administration officials said.

Officials said they have not reached a final decision and are engaged in talks with the Assad government, but there so far have been no tangible results in providing more protection for the embassy.

"We have serious concerns about the deteriorating security situation in Damascus, including the recent spate of car bombs, and about the safety and security of embassy personnel," a State Department release Friday evening said. "We have requested that the government of Syria take additional security measures to protect our embassy, and the Syrian government is considering that request. We have also advised the Syrian government that unless concrete steps are taken in the coming days we may have no choice but to close the mission."

A drawdown of the staff at the embassy, which is on a busy street in Damascus, began last week after three unexplained car bombings in recent weeks jarred the previously calm capital and left as many as 80 people dead.

Government claims that al-Qaeda was responsible for the recent attacks were widely scorned by activists who accused the government itself of responsibility. Although the administration has not ruled out Syrian government involvement in the attacks, U.S. officials said signs

point to Syrian and Iraqi militants who have been affiliated with al-Qaeda.

"It smells like a terrorist attack and looks like a terrorist attack, but none of us knows for sure," said a senior Obama administration official, who spoke on the condition of anonymity in discussing the sensitive situation.

Officials declined to discuss whether there have been specific threats to the embassy, and they would not describe the nature of the security measures they are seeking from the Assad government. But the suicide car bombings, the official said, "have brought the situation in Syria to another level."

If even a small number of Sunni extremists from Iraq have become involved in the Syrian conflict, it would add an alarming new dimension to what has been an overwhelmingly peaceful uprising that has been brutally attacked by the decades-old dictatorship.

Many Syrian opposition activists already are concerned about signs of a creeping Islamization of the revolt, and they have warned that the failure of the West to intervene will open the door to Islamists, threatening the kind of destabilization that took hold in Iraq following the U.S.-led invasion there.

The senior administration official said that the deteriorating security situation across Syria "demonstrates further that Assad is losing control of the country and reinforces our point that Assad has lost all legitimacy."

Officials said that U.S. concerns were shared by other Western and Arab embassies in Damascus and that many had joined the United States in drawing down their staffs over the past week.

By explicitly warning that the embassy may close, the Obama administration appeared to be signaling Assad that its patience is running out.

U.S. Ambassador Robert Ford was forced to leave Syria in October after receiving direct threats associated with regime support-

ers. He returned last month, after administration officials assessed that the threat had abated. Officials emphasized the importance of maintaining direct contact with opposition leaders and providing the opportunity of real-time reporting from Damascus.

On Friday, which has been the biggest day of the week for anti-government protests, Damascus felt as though it was under siege. Soldiers sealed off several major roads and checkpoints dotted the city. Outside one of the main offices of the security branches, there were sandbagged machine gun positions. Soldiers wearing flak jackets and holding machine guns kept guard.

A lone policeman with a Kalashnikov assault rifle slung over one shoulder stood across the street from the main entrance to the U.S. Embassy. There were also several soldiers and policemen dotted around the nearby traffic circle, but no more than at any other intersection.

Near the scene of the most recent bombing, outside the Zain Abeddine mosque in the neighborhood of Midan, hundreds of soldiers, police officers and plainclothes men belonging to what is known as the "shabiha" militia were out in force to prevent the eruption of protests after Friday prayers. Men streamed out of the mosque under their watchful eyes, and only one small group dared break into chants of "God is great" before they were quickly dispersed by the security forces.

Fearful merchants nearby said the overwhelming presence of security forces since the bombing had deterred all but a few protests in recent weeks. The attack had also kept customers away.

"Everyone is afraid," said one man selling pastries in a small shop. "Business is down below zero. No one knows what will happen next. Maybe there will be more bombings. Anything could happen."

deyoungk@washpost.com  
slyl@washpost.com

Sly reported from Damascus.

The Washington Post on Sunday (USA)

# Uncertain respite for one town in Syria

Army's withdrawal puts  
protesters in control as  
turbulence intensifies

BY LIZ SLY

ZABADANI, SYRIA — The residents of this pretty mountain resort town still seem dazed with disbelief that they have somehow succeeded in driving out the Syrian army, 10 months after they first rose up to demand change.

It was here that the government led by President Bashar al-Assad made what appeared to be a startling concession Wednesday. After negotiating with the town's elders, the army agreed to withdraw from Zabadani, as well as from the adjoining town of Madaya, leaving a swath of territory effectively, if precariously, in the hands of the protest movement and rebel soldiers fighting in the name of the Free Syrian Army.

Quite how or why it happened — and whether the calm that has descended will last — are matters of debate. Some here credit the fight put up by the rebels, while others say that an Arab League mission to monitor the violence appears to have pressured a previously unrelenting government into backing down.

Zabadani is by no means the first town in Syria where protesters and residents have effectively seized control. But it is perhaps the only one where the government has been obliged to observe a cease-fire, giving the residents respite from what they said were daily shooting and artillery attacks, and raids in which activists were detained.

During a visit Saturday by some of the Arab League monitors, residents could not hide their joy that Zabadani has, at least for now, become what they are hailing as a "liberated city," the first since the armed rebel force began taking shape in the fall.

"It's similar to Benghazi," said Suleiman Tinawi, a sergeant who defected from the army and joined the rebels eight months

# Protesters hail precarious win in Syrian town

SYRIA FROM ALI

ago, reflecting a widely held hope that Zabadani will serve a role similar to that of the eastern Libyan city from which rebels launched the war that toppled Moammar Gaddafi, with the help of NATO air support.

"But it's not the same," he said. "We can't get weapons, and we don't have help. We need a no-fly zone."

The monitors' visit offered a rare glimpse into the increasingly turbulent Syrian uprising, which is already evolving into an armed insurgency that many fear could spin out of control and become a full-blown civil war. On Saturday, there were reports of fierce clashes between rebel soldiers and army loyalists in the Damascus suburb of Douma, which hugs the edge of the capital. The official Syrian news agency SANA reported that 14 people had been killed when explosions struck a convoy carrying prisoners in the restive northwestern province of Idlib.

Activist groups said that about 60 bodies bearing marks of torture had been discovered in a hospital mortuary in Idlib, which borders Turkey and has emerged as a rebel stronghold. Videos posted on YouTube showed rows of disfigured, bloodied corpses, but who they were and how they died was unclear. Twenty others were killed in protests and clashes around the country, activists said.

Zabadani is just 20 miles outside Damascus, which has so far remained mostly untouched by the protests rolling the country elsewhere, making its fall into rebel hands all the more striking. In calmer days, it was a popular summer destination for tourists from the Persian Gulf, who came to enjoy its cool climate and

striking scenery. Now, against a backdrop of snowcapped mountains, rebel soldiers of the Free Syrian Army wander in the streets alongside activists and protest leaders who previously dared make contact with the outside world only via secure Internet connections.

They talked about their hopes for freedom, their determination to overthrow the government and their yearning for international help. No guns were on display during the monitors' visit, but defected soldiers and activists readily admit that they are armed and fighting.

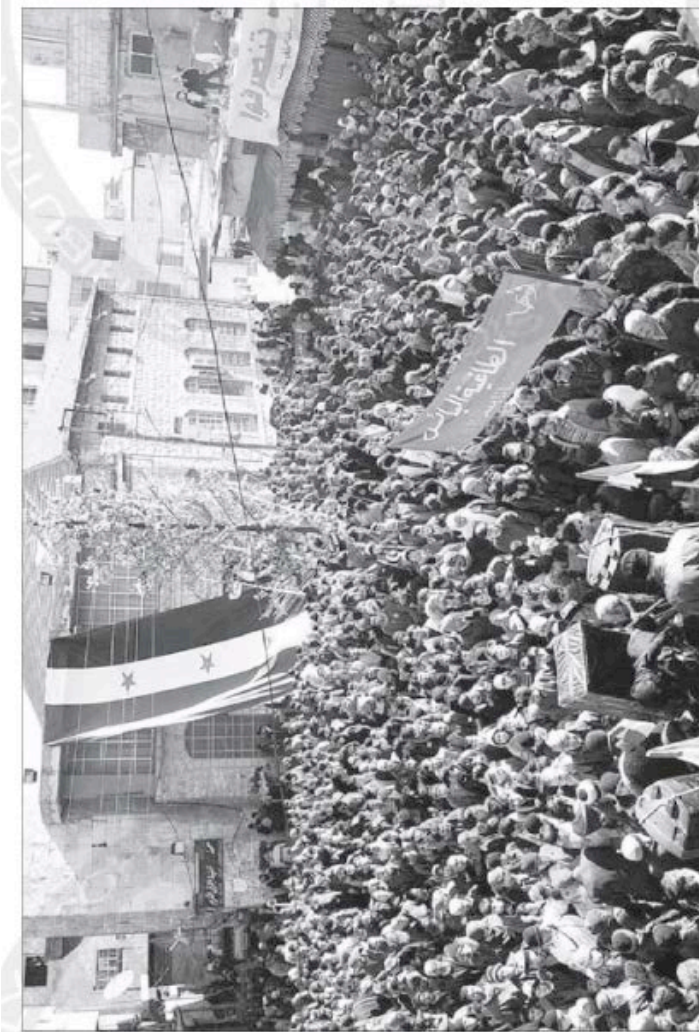
"The people and the Free Syrian Army have become one hand," said Amjad Kheir, 31, who showed the monitors the damage inflicted on his home by an artillery shell fired by regular army soldiers days before the cease-fire was announced. "They are cooperating together."

At an abandoned Syrian checkpoint strewn with shell casings, a resident pleaded with the monitors to ask the Arab League to send weapons.

"Each one of us who has a weapon is going out to defend our homes, and if we had enough weapons we could do more," he said. The monitors took notes.

**Liberated but under siege**  
The survival of this oasis remains in doubt, however. The army retreated about five miles but is still ringing the town. The mountainous terrain appears to give the advantage to a guerrilla force that clearly has the support of the local populace. But the residents are almost completely cut off from the outside world, unable to travel even to nearby Damascus to buy provisions.

"We are liberated, but we are under siege," local activist Anas Burhan said. He suspects that



Anti-government demonstrators turned out Friday in the mountain resort town of Zabadani, which is 20 miles from Damascus, the capital.



LESLIE/THE WASHINGTON POST

Arab League monitors inspect a site overlooking Zabadani that residents say was used as a base by the Syrian army to shell the town.

The Syrian opposition wants the league to refer the crisis to the United Nations, to secure a tougher international response to the Syrian government's crackdown, something Damascus

is anxious to avoid.

"After Sunday, they will start bombing again to regain their reputation," Burhan said. "They only pulled out their tanks and hid them because of the Arab League."

"They may start bombing us as soon as you leave," added a farmer named Mohammed, who fretted that he had enough food stored away to last only another two months.

### Sectarian suspicions

Yet the visit of the monitors suggested that the Arab League mission is making a difference, if only by illuminating at least some of the events that have been unfolding over the past 10 months almost entirely out of sight of the world.

Mothers approached the monitors with the names of missing sons, activists told of the abuses they suffered in detention, and people showed the damage done

to their homes.

"This was the work of Hezbollah, Iran and the Shaites," screamed a woman at a gracious villa high in the hills above town, pointing to wrecked furniture, broken crockery and smashed glass left behind by army soldiers who had used it as a base for shelling before they pulled out. Everyone in mostly Sunni Zabadani believes the Shiite Lebanese Hezbollah militia, which controls territory just across the border in Lebanon, is helping the government, and sentiments run high against Assad's Shiite-affiliated Alawite sect, to which many officers in the security forces belong.

The monitors took more notes. Then they jumped back into their black Mercedes-Benz and headed out of town to meet their government security escort for the ride back to Damascus.

—Sly@washingtonpost.com



L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

# L'opposition syrienne réclame une saisine de l'ONU

**Révolte** Nouvelles manifestations massives ; la violence se poursuit dans l'attente du rapport des observateurs arabes, faisant au moins 19 tués.

Des milliers de manifestants sont descendus dans la rue hier en Syrie pour réclamer notamment une saisine du Conseil de sécurité de l'ONU après plus de 10 mois de violences, faisant écho aux groupes d'opposition souhaitant que les observateurs arabes passent la main. Les manifestants ont commencé à défilier à la sortie des mosquées à la mi-journée, appelant à la chute du régime du président Bachar el-Assad et à la libération des détenus dans les provinces d'Alep, d'Idlib et Lattaquié, à Deraa et à Hama, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). En contrepartie, des dizaines de personnes ont manifesté à Damas pour apporter leur soutien à M. Assad, demandant au président de mater l'insurrection.

Plusieurs mouvements d'opposition ont ainsi réclamé une saisine de l'ONU, allant dans le sens des demandes occidentales. Le Conseil national syrien (CNS), plus important groupe de l'opposition, a réclamé le transfert du dossier au Conseil de sécurité et la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne pour protéger les civils des « crimes » du régime. Sur leur page Facebook « The Syrian Revolution 2011 », des militants ont également réclamé une « internationalisation » de la crise, en allusion à une intervention de l'ONU, après une demande similaire d'ONG arabes ayant jugé inefficace la mission des observateurs envoyés par la Ligue arabe.

Malgré leur présence sur le terrain depuis le 26 décembre, la répression n'a pas connu de répit. Des centaines de personnes ont été tuées depuis cette date selon l'opposition et l'ONU, et au moins 5 400 personnes depuis le début de la révolte à la mi-mars. Le chef des observateurs arabes, Mohammad Ahmad Moustapha al-Dabi, doit présenter demain au Caire un rapport sur la base duquel l'organisation décidera de la suite de la mission. Selon le chef adjoint de la cellule de la Ligue arabe chargée de la mission des observateurs, Ali Jaroush, « tout indique que la mission d'observation en Syrie sera prolongée d'un mois car le premier mois n'a pas suffi, puisqu'il a été en partie consacré aux préparatifs logistiques ». Un autre responsable a indiqué sous le couvert de l'anonymat que « le nombre d'observateurs serait porté à quelque 300 », soit quasiment le double du chiffre actuel. « De nombreux pays arabes ont rejeté l'idée d'envoyer des troupes arabes en Syrie », comme l'avait proposé l'émir du Qatar, Hamad ben Khalifa al-Thani, a-t-il ajouté. Damas l'a également rejetée et accusé le Qatar « d'armer les gangs terroristes » en Syrie. Le CNS a réclamé que le rapport des observateurs « qualifie les actes du régime de « crimes de guerre » et de « génocide » ».

## Un « scandale » pour Sarkozy

Au Caire, le grand imam d'al-Azhar, principale ins-



À Homs, comme partout ailleurs en Syrie, une manifestation massive a eu lieu hier contre le régime de Damas. Les protestataires ont notamment réclamé une saisine de l'ONU. Photo AFP

titution de l'islam sunnite, Ahmad al-Tayyeb, a appelé les dirigeants arabes « à prendre des mesures sérieuses et immédiates » pour que les violences cessent et empêcher ainsi « toute intervention étrangère en terre arabe ». L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a, elle, appelé la Ligue arabe à « travailler avec le Conseil de sécurité pour imposer un embargo à la Syrie sur les armes et des sanctions contre les individus responsables de graves violations ». De son côté, le président Nicolas Sarkozy a affirmé que la France « ne se taira pas devant le scandale syrien » et ne peut accepter « la répression féroce » de la contestation, « qui conduit

tout droit le pays au chaos ». « La Ligue arabe s'est engagée dans une action courageuse, elle doit la poursuivre », a-t-il estimé, appelant le Conseil de sécurité à lui « apporter son concours ».

## Jacquier mort à la suite d'une bavure de l'ASL ?

Sur le terrain, cinq civils ont été tués hier, un à Douma, deux à Homs et deux à Deir ez-Zor. En outre, les services de sécurité ont remis les corps de six personnes, disparues depuis deux jours, à leurs proches dans la région d'Idlib. À Deraa, un membre des forces de sécurité a été tué. Selon la chaîne satellitaire al-Arabiya, le nombre de victimes s'élèverait à 19 morts. Par ailleurs, l'OSDH a indiqué

être sans nouvelle d'un opposant de poids, Mohammad Jabar Moussalama, membre du Comité national pour le changement démocratique, depuis son arrestation le 14 janvier.

En France, les obsèques du journaliste Gilles Jacquier, tué le 11 janvier en Syrie, se sont déroulées hier, en présence de journalistes et amis venus rendre hommage à un homme « en quête de vérité ». Sa mort serait due à une bavure de l'armée syrienne libre (ASL), a affirmé hier soir le quotidien français *Le Figaro*, une information aussitôt démentie par la représentation à Paris de l'ASL.

(Sources : agences et rédaction)

# أزمة سوريا: ورقة «تدويل» تسابق المراقبين العرب طهران: إسقاط دمشق وهم وسراب... وهناك عمليات تسليم أوروبية

تصاعدت وتيرة الحديث عن ضرورة نقل الملف السوري إلى مجلس الأمن الدولي أمس، استباقاً لتسلم لجنة المبادرة العربية تقرير بعثة المراقبين ودراسته في اجتماعه المقرر غداً، بين وزير الخارجية التركي أحمد داود أوغلو الذي أكد أن بلاده ستؤيد ذلك في حال فشلت المبادرة العربية، والجلس الوطني السوري الذي أرسل وفداً إلى القاهرة حاملاً معه طلب تحويل الملف إلى مجلس الأمن لغرض «منطقة خطر جوي» والرئيس الفرنسي نيكولا ساركوزي الذي أشاد بـ«العمل الشجاع» للجامعة العربية ودعا مجلس الأمن إلى «مساءعتها».

من جهته، قال مستشار الرشد الأعلى للشورى الإسلامية علي أكبر ولايتي إن سوريا تتعرض له «مؤامرة دولية» لكنها ستنجحاً و«لها» مضيافاً «تجاوزت سوريا عنق الزجاجة»، ومؤيداً أن سوريا تشكل «خطاً أحمر» بالنسبة لطهران التي «لن تسمح بإسقاطها». وأن تلك المحاولات هي كالمسعى خلف السراب والوهم، كما اتهمت إيران دول على رأسها فرنسا بإرسال السلاح إلى داخل سوريا.

(التمتة ص 16)

**سوريا ومواجهة حرب العصائيات:**

**دع السمكة تسبح في بحر الريف!**

**محمد بلوط**

**13**



(أ ب)

متشككون سوريون مسلحون في الزبداني أسس



## دعا الإسلاميين إلى تطوير سياساتهم والعلويين الى الوقوف ضد القتل كمال اللبواني: نريد دولة مدنية في سوريا

أكد المعارض السنّي البارز كمال اللبواني أنه يرفض دولة مدنية في سوريا ويؤيد دولة مدنية، داعياً الأقليات الدينية والعرقية في سوريا إلى أن تعمل مع الليبراليين السنة لمواجهة إقامة نظام ديني في حال ساعد نظام الرئيس بشار الأسد.

وقال اللبواني إن الإسلام يستخدم لتحفيز احتجاجات الشارع ضد الأسد وأن معظم الشعب السوري مدني ولكنه يعتقد أن الإسلام هو دين وليس حرب.. وأضاف «مواجهة الثورة بالدمع الدموي جئت إلى الشارع قهراً إسلامية جهادية مثل التكبير والشهادة وهي لا تقبلي، أنا عندي تاريخي وديني ليس حتى أخيه ولكن حتى استعمله وقت الشدائد إذا لم ألبها وقت الشدائد إلى زمني ولدت الله إلى من ألبها».

وتابع: «ينبغي أن تعمل الأقليات المسيحية والعلوية والإسماعيلية والكردية التي تشكل نحو ٣٠ في المئة من السكان» مع السنة الذين يعارضون خطب الدين بالسياسة».

ولا توجد مؤشرات دقيقة تذكر لدرى العام في سوريا لكن كثيراً من الأقليات بمن فيها الأقلية العلوية التي ينتمي إليها الأسد تحجم عن دعم الانتفاضة خشية سيطرة الإسلاميين إذا اطيح بالربيع.

وحقق الإسلاميون مكاسب كبيرة عقب الانتفاضة بزعماء في مصر وفرنسا ويزداد نفوذهم في ليبيا بعد معمر القذافي لكن اللبواني رأى أن المزيج الديني الأوسع في سوريا يجعل ذلك مستبعداً في بلادهم.

وقال: «بالا مدمنا للإسماعيين أن يأخذوا الثورة مشكلة.. وأنا مدمنا للثوار بأن يستغلوا عن هويتهم وديهم فإزها مشكلة.. أضاف: «الحل أن ننضم على الوسط ونشكل تياراً جاسعاً يراعي الحقوق المدنية وحقوق الفرد».

وقال اللبواني علنياً يبلغ من العمر ٥٣ عاماً وهو من بلدة الزبداني وكان قد غادر سوريا بعد الإفراج عنه من السجن في تشرين الثاني (نوفمبر) بعدما قضى فيه علوية طويلة.

وتقول جماعة الإخوان المسلمين وغيرها من الجماعات الإسلامية المعارضة إنها لا تسعى لتحويل سوريا إلى دولة إسلامية وإنما ستحترم التعارضات الديموقراطية رغم تشكيك بعض العلمانيين السوريين في ذلك.

وقال اللبواني: «أنا تحولت سوريا إلى دولة ديمقراطية مدنية سيكون هناك ثابث يوم استبداد وثالث يوم أزمة وثابع يوم حرب أهلية.. أضاف أن التاريخ لم يشهد دولة ديموقراطية إسلامية وانهم لا يريدون أن يكونوا أول من يحاول ذلك.. نريد دولة مدنية وليس دولة مدنية».

وطالب اللبواني الأقلية العلوية باتخاذ موقف ضد القمع، وقال: «المطلوب من العلويين أن يأخذوا موقفاً ضد القتل وتكونوا إذا كانوا مع توريث السلطة أو أوسع انتخابات حرة أو لا».

وكان اللبواني التقى مع مسؤولين امريكانيين في البيت الأبيض في ٢٠٠٥ للمطالبة بدعم حقوق الإنسان في سوريا، واستغل عقب عودته قبل أن يخرج عنه بموجب غزو العراق الماضي ثم فر إلى الأردن.

وقال إنه «كان من الصعب البقاء في سوريا والعمل علناً مع المعارضة لأنه إذا ظهر أحد على شاشة التلفزيون سيتم اعتقاله أو اغتياله».

وأضاف أنه أراد أيضاً أن يساعد في دعم المجلس الوطني السوري، الذي يرفض أيضاً قيام دولة إسلامية ويؤيد نظاماً ديموقراطياً مدنياً في المستقبل.

وقال اللبواني الإسلاميين تطوير سياساتهم، وقال: «لا يمكن أن تستقر هذه المنطقة إلا إذا كان هناك حركة إصلاح حقيقي داخل الثقافة الإسلامية تنتج إسلاماً متناسياً مع القيم الليبرالية والمدنية ضد التعاليم الجورجياتي والشعوي».

وأعتقد أن هذا الإصلاح سينطلق من دمشق الحررة بعد انتصار الثورة».

(رويترز)



• اللبواني

# UN role urged in Syria crisis

## ARAB LEAGUE PLANS TO EXTEND OBSERVER MISSION AS 14 PRISONERS DIE IN BLASTS

*Gulf News Report*

**Dubai** The main opposition Syrian National Council has presented the Arab League with a formal request to refer the Syrian crisis to the UN Security Council, the group's spokeswoman Basma Al Qadmani said yesterday, as 23 people were killed in Idlib near the border with Turkey and another 14 prisoners in explosions.

Syrian opposition groups have called in the past for the case to be referred to the Security Council but had not made a formal request to the 22-member Arab body, which is considering keeping the monitors in place.

Syria's Sana agency said a 'terrorist' group had set off explosions that also wounded 26 prisoners, as well as six police guards. It said the assailants had also attacked ambulances sent to the scene, on the road between the towns of Idlib and Ariha.

Al Jazeera television said army troops and deserters were also fighting in the northwestern city of Jisr Al Shughour.

### League meeting

Meanwhile, the Arab League was considering the extension of its monitoring mission. Sudanese General Mohammad Al Dabi, head

### SECURITY FISHERMAN KILLED

Syrian forces killed one Lebanese fisherman and wounded another when they seized their boat off the Lebanese-Syrian coast yesterday, a relative said.

The area is known for smuggling and Syrian security services have become especially sensitive to contraband runs since a popular revolt against the regime of President Bashar Al Assad erupted 10 months ago.

Ahmad Hamad said his wife had crossed into Syria and had found their 16-year-old son Maher Hamad dead in a Syrian state hospital.

He said a second fisherman had been wounded and the third was being interrogated by Syrian security forces.

— Reuters

of the 165-strong monitoring team, was due in Cairo yesterday to submit his report to a League committee on Syria to consider the next day.

Reports and activists said more than 600 people were killed during the month-long observer mission, despatched to assess Syria's implementation of an Arab peace plan originally agreed in early November.

Burhan Galiun, head of the opposition Syrian National Council which has called for international action to protect civilians in Syria, was also in the Egyptian capital for meetings with opposition colleagues and Arab League officials.

### US may close embassy

Syria, keen to avoid tougher action by the Arab League or by the United Nations, has tried to show it is complying with the plan, which demanded a halt to killings, a military pullout from the streets, the release of detainees, access for the monitors and the media, and a political dialogue with opposition groups.

"Yes, there is no complete satisfaction with Syria's cooperation with the monitoring mission," the Arab source said. "But in the absence of any international plan to deal with Syria, the best option is for the monitors to stay."

Washington warned on Friday that it may soon close its embassy in Syria due to worsening security conditions and said it believed Al Assad no longer had full control of the country.

Closing the embassy would not amount to cutting diplomatic ties, but would reduce direct US contacts with Damascus.

See also Page 12



**Making a point**

Arab League Secretary-General Nabeel Al Arabi (extreme left) meets a delegation of the opposition, Syrian National Council (SNC), led by SNC chief Burhan Galiun (right) and the group's spokeswoman Basma Qadmani (second from right) in Cairo yesterday. The group briefed Al Arabi on their position concerning the Syria crisis ahead of today's meeting of Arab foreign ministers who will hear a report on a month-long Arab League observer mission in Syria and most likely will extend its mandate.

# Opposition leaders prepare counter report

Source suggests Arab League mission 'will not reveal everything' seen during month-long observation

**Beirut (DPA)** A group of leading Syrian opposition figures is preparing "a counter report" to contrast its differences with a report which was due to be presented yesterday by an Arab League observer mission to the nation, sources close to opposition leaders said.

"We should submit such a report to the Arab League to reveal to the members what exactly happened when the observers were in Syria, because we believe the report which the head of the observing mission will present will not reveal everything," said the source, who requested anonymity.

A one-month deal between Damascus and the Arab League to allow

**“** No observers have been able to do their job: instead, the mission legitimises the Syrian regime.”

**Radwan Ziadeh**  
Syrian opposition

monitors in the country expired on Thursday, with no sign of a halt to the government's crackdown on protesters, which has been ongoing since March.

The head of the Syrian National Council (SNC) opposition group, Burhan Galiun, is in Cairo to lobby Arab ministers to refer the observer mission's findings to the UN Security Council, a statement by the council said on Friday.

The 165-member mission has been heavily criticised by the opposition, accusing it of siding with the Syrian regime.

**Next move**

"No observers have been able to do their job: instead, the mission legitimises the Syrian regime," said opposition member Radwan Ziadeh.

The head of the monitoring team, Sudanese General Mohammad Al Dabi, was scheduled to submit his

**WHITE HOUSE**

## AL ASSAD FALL 'INEVITABLE'

The White House on Friday said President Bashar Al Assad was losing control and his fall was "inevitable", rejecting the suggestion that the international community should launch another Libya-style intervention.

"It is clear that his regime is no longer ... in full control of the country and that it is only taking Syria toward a dangerous end," White House spokesman Jay Carney said.

Carney dismissed the suggestion that the international community has failed to get involved.

"The international community is not standing by," he said. "The international community has, with American leadership, taken action to pressure and isolate Syria..."

— DPA

report to the Arab League yesterday, before Arab foreign ministers are due to weigh their next move on Syria.

According to a diplomat based in Beirut, the Arab

League started a series of discussions yesterday over whether to extend its controversial monitoring mission to Syria, amid ongoing violence in the country.

# Freed Syrian dissident sees dream come true

AMMAN — One of Syria's most prominent dissidents, who worked for years against the Assad family regime, stepped out of prison two months ago to discover that his country was aflame with the revolution he long hoped for.

Jailed since 2005, Kamal Al Labwani had heard hints about what was happening on the outside the past year from visitors and even from guards. But prison authorities kept him and other prisoners under an information blackout — no newspapers or TV news over the past 10 months when hundreds of thousands of Syrians were taking to the streets nearly daily despite a relentless and bloody crackdown, demanding President Bashar Al Assad's ouster.

So he was stunned to see the full extent of the revolt when he was freed in November as part of an amnesty Assad's regime ordered as a reform gesture.

"I am seeing my long-time dreams come true, even better. For years, I dreamt of revolution, change. I was astonished to see it all happening," the 54-year-old Al Labwani told AP this week in the Jordanian capital Amman, his voice welling with emotion.

To a generation of opposition figures like Al Labwani, Syria's popular uprising is a vindication for their years of largely stifled efforts against the authoritarian regime. For four decades, they struggled to find ways to raise a voice of dissent in one of the region's most tightly controlled nations, where people were wary of criticising their rulers even in per-

sonal conversations. Now that regime is facing its strongest challenge ever, lashing back with a crackdown that the United Nations estimates has left more than 5,000 dead. The older generation of dissidents is trying to help the movement. Weeks after his release, Al Labwani slipped into neighbouring Jordan, smuggled across the border in a nighttime es-

cape, to join exiles helping organise activists inside Syria and garner them international support.

"Time is blood now, not money. It means more victims, torture and destruction of our country. We have to move very fast," he told a cheering anti-Assad rally in Amman last week. With his salt-and-pepper hair and dignified grey suit, Al Labwani — a trained doctor — stood out in the crowd of mostly young protesters, many in hooded sweat shirts or the robes.

He has been using his international prominence to lobby governments to act. He said his ideal would be for a no-fly zone to be imposed to create a "safe zone" inside Syria where people can flee to, but he doesn't think that's likely, given the West's deep reluctance regarding any military action over Syria.

The alternative would be international backing for the Free Syrian Army, a group of army defectors who sided with the protesters and have carried out attacks on regime forces. "So far, the international community hasn't done its job to help protect civilians in Syria," he said. "So we will need to try to do this ourselves by supporting the Free Army and revolutionaries. We

may have to resort to arms to protect our civilians."

Al Labwani first participated in street demonstrations as a 6-year-old, when he joined classmates at protests against the Baathist military takeover of Syria. At university, he joined the banned opposition Shaab, or People's Party, going into hiding for months to elude arrest.

He was a military doctor in Hama during the 1982 assault on the city to crush the opposition Muslim Brotherhood. Thousands were killed in the crackdown. Al Labwani says he and other doctors were allowed only to treat soldiers, not residents — and the experience convinced him the Assad regime had to end. He came to prominence during the Damascus Spring in 2000, when Bashar Al Assad ascended to power after the death of his father, longtime strongman Hafez Al Assad. The succession brought a loosening of restrictions, and there was a flourishing of unusually open forums by activists and intellectuals discussing change.

But the short-lived opening ended with a 2001 crackdown. Al Labwani was among those arrested, thrown into solitary confinement for three years. — AP



Kamal Al Labwani speaks to a crowd during an anti-Assad rally in Amman, Jordan.— AP file

The Khaleej Times (EAU / UAE)

# US may shut Syria embassy

## Concern over deteriorating security situation in Damascus

Bradley Klapper

WASHINGTON — The State Department said on Friday it “may have no choice” but to close the US Embassy in Damascus and remove all US personnel from the country wracked by a 10-month revolt against the rule of President Bashar Assad unless Assad’s government takes extra steps to protect the mission.

The department issued a statement late on Friday noting that the Obama administration has “serious concerns about the deteriorating security situation in Damascus, including the recent spate of car bombs, and about the safety and security of embassy personnel.”

The uprising against Assad has killed an estimated 5,400 people since March. Although the revolt began with mostly peaceful protests, an increasingly strong armed element has developed, and many people are now fighting the regime.

The department said the administration has asked Syria to take additional security measures to protect the US Embassy, and the Syrian government “is considering that request.”

It also said it had warned Assad’s government that “unless concrete steps are taken in the coming days



Syrian anti-regime demonstrators holding placards inscribed with slogans which read in Arabic ‘Freedom forever’ during a rally in Idlib in northwest Syria near the border with Turkey. — AFP

we may have no choice but to close the mission.”

The US removed its ambassador to Syria, Robert Ford, from Damascus in October because of security problems. He returned to Syria in December.

The administration argued at the time that Ford’s presence in Syria was important for advancing

US policy goals by meeting with opposition figures and serving as a witness to the continuing violence.

The Obama administration has long urged Assad to step down, and officials say his government’s demise is inevitable.

US officials say Syria has become increasingly isolated, with Iran as one of its last remaining allies, and

point to recent defections by some military and government leaders as a sign that Assad’s grip on power is unraveling. The 10-month uprising against Assad has turned increasingly militarised and chaotic as more frustrated civilian opponents and army defectors arm themselves and fight back against government forces. — AP



The National (EAU / UAE)

# Observers likely to stay on in Syria

## Arab League chief to receive report on mission so far

CAIRO // There are growing indications the Arab League will renew the mandate of an observer mission to Syria rather than agree to a Qatari proposal to send in troops to quell the violence, a league official said yesterday.

"All indications point to the extension of the observer mission in Syria and that the number of monitors will be increased to some 300," the official said.

"Many Arab countries have rejected the idea of sending Arab troops to Syria" in line with a suggestion by Qatar, he said ahead of tomorrow's meeting of Arab foreign ministers in Cairo to decide whether to extend the mission.

The official said the Syrian government, which has denounced the Qatari proposal, favoured extending the mission, which ended

on Thursday, for a second month. The chief of operations for Syria at the Arab League, Adnan Khodeir, said the head of the mission would arrive in Cairo today to submit his second report to the organisation's chief, Nabil ElAraby.

Human Rights Watch urged the Arab League to make its monitors' report public "to address increasing concerns that its monitoring mission is being manipulated by the Syrian authorities".

Syria's regime has grown increasingly isolated over the past 10 months as it waged a crackdown on an anti-government uprising. Arab countries and the West have not reached any consensus on how to counter the crackdown.

Buoyed by the opposition's control of a town near the Syrian capital, thousands of people held anti-government protests yesterday, chanting for the downfall of the regime. At least nine people were killed by security forces across the country, activists said.

One of the largest demonstrations was in the mountain town of

Zabadani, where about 12,000 people took to the streets to celebrate their success in repelling government troops.

President Bashar Al Assad's forces attacked Zabadani, 27 kilometres west of the capital, for six days, sparking fierce fighting that involved heavy bombardment and clashes with army defectors. On Wednesday, government tanks and armoured vehicles pulled back, leaving the opposition in control of the town.

"It's a natural reaction to the victory in Zabadani. It has lifted people's morale," an activist in the town said.

The Syrian opposition has on several occasions throughout the uprising gained control of a town or city, but ultimately forces loyal to Mr Al Assad have retaken them. It is unusual, however, for the army to take so long to recapture a town so close to the capital.

Security forces prevented prayers at the Omari mosque in the town of Deraa for the fifth Friday in a row, activists said.

The Syrian Observatory for Human Rights reported a heavy security presence around mosques in Latakia and said shooting had erupted in several other towns.

The British-based group said a security officer had been assassinated in Deraa, possibly because he had changed sides.

In the north-western province of Idlib, security forces returned the bodies of six people who had disappeared two days earlier, the group said. Two civilians were killed in other towns yesterday, it said.

Thousands of regime opponents protested across the country following Friday prayers, some of them calling for the withdrawal of the observers.

"Arab League, your hands are now soiled with the blood of Syrians," said one banner carried by protesters in a Damascus neighbourhood, a video of which was posted on the internet.

★ Associated Press, Agence France-Presse and Reuters

The National (EAU / UAE)

# Syrian opposition group lobbies for UN to replace Arab League

---

## Arab ministers will decide today whether to extend mission

---

**CAIRO //** Opposition Syrian National Council leaders yesterday pressed the Arab League to turn the Syrian crisis over to the UN, but the League looked set to extend its own mission.

The SNC chief Burhan Ghalioun met Nabil Elaraby, the Arab League head, in Cairo and lobbied against the extension of the league's mission, SNC spokeswoman Basma Qadmani said.

The SNC wants "the transfer of the Syria file to the UN Security Council", said spokesman Mohammed Sermini, accusing the Damascus regime of "committing genocide and crimes against humanity".

But the Arab League is expected to extend its mission and boost the number of observers deployed, after foreign ministers hear today a report on the operation's first month of work.

The report will be delivered by

the mission's chief, General Mohammed Ahmed Mustafa Al Dabi of Sudan, who believes his mandate needs to be strengthened, not scrapped, a league official said.

Deputy chief of operations, Ali Jarush, said Gen Al Dabi was satisfied with the achievements of the operation so far and that "everything indicates that the observer mission in Syria will be extended by a month".

Mr Jarush said Gen Al Dabi concluded that the operation became more effective "after more monitors were deployed and fanned across 20 areas and after they were provided with equipment and logistics which they previously lacked".

But the SNC charged that Gen Al Dabi's report may not accurately reflect the situation in Syria.

Mr Sermini said that "leaks" indicate that the report says monitors are unable to determine who is doing the killing.

Meanwhile, the killing in Syria continued yesterday.

A roadside bomb killed 15 detainees being transported in a Syrian prison truck in Idlib province,

the Syrian Observatory for Human Rights said.

The UK-based group said members of the security forces were also injured in the blast, which Syria's official Sana news agency blamed on an "armed terrorist group".

The group also reported that a member of the security forces was killed in fighting between dissidents and soldiers in the Zawiya mountains of Idlib province.

It also said security forces had arrested seven people yesterday, including four members of the same family in Iblin village.

On Syria's maritime border with Lebanon, a 14-year-old Lebanese boy was shot dead after gunmen opened fire on a fishing boat, his father and a local official told AFP.

Human Rights Watch on Friday urged the Arab League "to publicly recognise that Syria has not respected the League's plan and work with the Security Council to increase pressure on the authorities and effectively curtail the use of fire power".

★ Agence France-Presse

↳ Comment, page a12



معالي رئيس مجلس الوزراء مترئسا وقد قطر

جددت رفضها للتدخل الأجنبي.. «التعاون الإسلامي» لسوريا:

## استجيبوا لقرارات «الجامعة»

وليد المعلم.  
وعاد معالي الشيخ حمد بن جاسم بن جبر آل ثاني رئيس  
مجلس الوزراء وزير الخارجية من جدة، الليلة الماضية، بعد  
أن ترأس وفد الدولة لاجتماع وزراء خارجية منظمة التعاون  
الإسلامية.  
في الوقت ذاته واصل النظام السوري قمع الحركة  
الاحتجاجية المناهضة له رغم سلسلة العقوبات التي تفرض  
بحقه تباعا، وآخرها عقوبات اعلنتها السلطات التركية  
أمس، واشادت بها واشنطن.

خارج الوطن

عواصم- وكالات - دعت منظمة التعاون الإسلامي في  
ختام اجتماع لوزراء خارجية الدول الاعضاء، سوريا، إلى  
«الاستجابة» لقرارات جامعة الدول العربية.  
وحض بيان صدر في ختام اجتماع طارئ في جدة على  
مستوى وزراء الخارجية دمشق إلى «الاستجابة لقرارات  
جامعة الدول العربية»، كما طالبها بـ «التوقف فورا عن  
استخدام القوة المفرطة ضد المدنيين من أجل تجنب البلاد  
خطر تدويل الأزمة».  
وجدد «الالتزام بسيادة ووحدة سوريا ورفضها التدخل  
الأجنبي».. وشارك في الاجتماع وزير الخارجية السوري